

Les accidents de bus toujours plus meurtriers

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Avec la participation de Abdelmadjid Tebboune

Ouverture de la Conférence internationale sur la Libye à Berlin

Page 3

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4984 - Lundi 20 janvier 2020 - Prix : 10 DA

Augmentation des prix des fruits et légumes

Pas de répit pour les petites bourses

Page 4

Le plaidoyer de Salamé pour la Libye

Par Mohamed Habili

Ghassan Salamé, l'émissaire onusien en Libye, ayant été beaucoup sollicité par les médias à la veille de la conférence de Berlin, on sait que s'il n'attend pas de celle-ci qu'elle trouve en quelque sorte séance tenante une solution à la déjà longue crise libyenne, du moins espère-t-il que ses actes débouchent sur trois résultats essentiels à son dépassement dans les meilleurs délais. Ces avancées majeures sont pour lui les suivantes. Premièrement, la transformation de la trêve actuelle en un cessez-le-feu non seulement durable mais définitif, ce qui suppose la mise en place d'un mécanisme de suivi ad hoc, à charge pour les nations réunies à Berlin à la fois de le créer et de veiller ensuite à son bon fonctionnement. Deuxièmement, le départ de la Libye de toutes les forces étrangères, quelles qu'elles soient, privées ou étatiques, leur présence n'ayant eu d'autre effet que d'ajouter la guerre à la guerre que se livrent les Libyens. Troisièmement, et c'est là l'élément conditionnant le succès de toute cette entreprise, la mise en place d'une sorte d'instance de veille, formée de représentants des puissances réunies à Berlin, que lui-même appelle parapluie de sécurité, mais dont la fonction semble bien de servir de garant au processus de paix proprement dit, limité quant à lui aux seules parties libyennes.

Suite en page 3

Conseil des ministres présidé par Tebboune

L'Algérie au début d'une «refondation sur des bases saines»



Ph/D. R.

L'Algérie est au début d'un processus qui devra conduire à une «refondation» de l'Etat et de ses institutions sur «des bases saines» et à un «redressement» économique, social et culturel, a déclaré avant-hier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'ouverture des travaux d'une réunion du Conseil des ministres. [Lire page 2](#)

Vivace, performant, offrant des soins de vêtements efficaces
LG Electronics Algérie dévoile son nouveau lave-linge

Page 24

La créativité à l'honneur
L'exposition «Un rêve... trois regards» se décline à Alger

Page 13

Conseil des ministres présidé par Tebboune

L'Algérie au début d'une «refondation sur des bases saines»

■ L'Algérie est au début d'un processus qui devra conduire à une «refondation» de l'Etat et de ses institutions sur «des bases saines» et à un «redressement» économique, social et culturel, a déclaré, avant-hier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'ouverture des travaux d'une réunion du Conseil des ministres.

Par Lynda Naili

«**N**ous sommes, vous le savez, au début d'un processus qui devra nous conduire, avec l'aide de Dieu, à une refondation de l'Etat et de ses institutions, sur des bases saines et à un redressement économique, social et culturel qui garantira une vie décente pour chaque Algérien dans un climat de paix et de sérénité», a déclaré le Président Tebboune pour qui «la réalisation de ces objectifs requiert la mobilisation et la détermination de tous et la prise de conscience de chacun sur les enjeux et les défis que nous devons ensemble relever. Aussi, dans l'exercice quotidien des obligations de votre charge, vous devez toujours garder à l'esprit l'impératif de leur concrétisation». Et de souligner, à ce propos, que «désormais, l'exercice des missions et attributions sera évalué et apprécié à l'aune de la responsabilité et de la redevabilité qui s'y attachent, en tenant compte, essentiellement, du niveau de prise en charge réelle des besoins et préoccupations exprimées par les citoyens en général et par les opérateurs économiques et sociaux, en particulier». «En effet, poursuivra-t-il, il est essentiel, pour la crédibilité de l'Etat et des institutions publiques, que les engagements pris soient honorés car c'est la condition sine qua non du rétablissement du lien de confiance entre l'Etat et le citoyen».

Transfert du pouvoir de nomination d'un certain nombre de cadres de l'Etat au Premier ministre

Par ailleurs, Abdelmadjid Tebboune a décidé de transférer le pouvoir de nomination d'un certain nombre de cadres de l'Etat au Premier ministre. «A l'effet d'assouplir les procédures de nomination aux fonctions supérieures de l'Etat et d'introduire plus de célérité dans les mouvements qui affectent les personnels de la haute Fonction publique, il a décidé de transférer le pouvoir de nomination d'un certain nombre de cadres de l'Etat au Premier ministre et ce, dans le respect des dispositions constitutionnelles en la matière», a précisé le communiqué du Conseil des ministres.

A la clôture de la réunion du Conseil des ministres, il a exhorté le gouvernement à accélérer le processus d'élaboration du Plan d'action, en veillant à assurer la «cohérence d'ensemble des actions» de l'exécutif. Poursuivant ses orientations, le chef de l'Etat a insisté sur «l'im-



pératif de hiérarchiser les priorités en fonction de nos capacités financières et matérielles en établissant un calendrier précis de mise en œuvre». Il a également mis l'accent sur «l'impératif» de veiller à la concrétisation de l'ensemble des engagements pris afin de «rétablir la confiance de notre peuple envers ses dirigeants», en privilégiant, pour cela, une «démarche pragmatique» fondée sur «la concertation, la franchise, la transparence et la rigueur et orientée exclusivement vers la réalisation de l'intérêt général». Le président de la République a notamment déclaré que cette démarche «doit s'appuyer sur notre détermination à opérer une véritable rupture avec les pratiques du passé et promouvoir de nouveaux modes de gouvernance à la mesure des espérances de notre peuple». «C'est de la concrétisation de nos engagements que dépendent le recouvrement de la confiance du citoyen dans ses institutions, son adhésion aux actions et sa contribution pleine et sincère à la réalisation de nos programmes de développement», a-t-il conclu.

Un million de logements pour les quatre ans à venir : Tebboune ordonne la création d'une banque du logement

Au moment où la loi de finances 2020 consacre 280 milliards DA pour la réalisation des programmes d'habitat, le plan d'action du secteur de l'Habitat prévoit l'engagement d'un nouveau programme d'un million de logements pour la période 2020-2024. Le Président Tebboune, qui a insisté sur l'impératif de finaliser les programmes en

cours dans les meilleurs délais, a instruit la création d'une «banque du logement», soulignant que la réalisation de tout nouveau programme de construction de logements doit prendre en compte les contraintes de financement, et qu'elle ne doit pas se faire au détriment de la qualité, des aspects architecturaux et de l'aménagement urbain. Affirmant le «droit du citoyen à un logement décent», il relèvera l'impératif de lutter contre l'habitat précaire et d'éradiquer les bidonvilles à travers la prise de mesures nécessaires à même d'empêcher leur réapparition, outre des sanctions à l'encontre des contrevenants. Aussi, a-t-il instruit les ministres de l'Intérieur et de l'Habitat de mettre en place un mécanisme spécial pour le suivi de cette question et la lutte contre les cas de connivence en la matière. Parallèlement à cela, des orientations ont été données pour l'amélioration de l'habitat à travers un renforcement du contrôle technique des constructions, la lutte contre la fraude dans les matériaux, l'interdiction de l'utilisation du bois dans les chantiers publics afin de préserver la richesse forestière, et la réduction des importations. A ce propos, le Président Tebboune a instruit la création d'une «banque du logement» et exhorté à une réflexion globale sur la création de villes périphériques afin de contenir l'exode vers les grandes villes.

Structures hospitalières : le président veut l'adoption d'un plan d'urgence

Quant au secteur de la Santé, le président a ordonné l'adoption d'un «plan d'urgence» et la «rupture» avec les pratiques du

passé. Lequel plan s'articule autour de deux priorités : la prise en charge dans «les services d'urgence» et la prise en charge «des femmes enceintes». Tebboune a également appelé à «une réorganisation» du secteur et à «des mesures pratiques» en matière de formation de médecins urgentistes et de paramédicaux, outre «l'encouragement de ces médecins à travers des incitations appropriées». A ce titre, il a notamment mis en avant l'importance de la prévention en concertation avec les associations de la société civile, dont certaines peuvent être, a-t-il dit, d'«utilité publique», et partant, bénéficier des aides de l'Etat dans l'objectif d'«alléger» les Urgences et «encourager» le recours aux polycliniques de proximité, outre la mise en place de mécanismes de consultation pour «éviter les déplacements inutiles aux Urgences». A ce propos, il mettra en garde contre «le refus d'admission des femmes enceintes juste avant l'accouchement par n'importe quel service médical». En matière de dépistage précoce des maladies gérontiques, chroniques et des cancers, le Président Tebboune a relevé l'impératif d'une réflexion sérieuse sur la problématique du service civil et de mesures incitatives, en accordant la priorité à la formation de médecins du Sud pour pallier définitivement le manque de spécialistes dans cette région du pays. Il a également ordonné l'accélération de la réalisation d'un hôpital d'une capacité de 700 lits à Alger devant alléger «la pression sur les établissements hospitaliers en place», tout en insistant sur «l'impératif de hâter la numérisation du secteur afin d'améliorer les prestations». Concernant le phénomène de la violence à

l'égard du personnel médical au sein des établissements hospitaliers, le président de la République a demandé la prise de mesures, notamment «la contractualisation avec des sociétés privées» afin de garantir, a-t-il déclaré, la sécurité des personnels et des infrastructures de santé.

Industrie automobile : Tebboune exige un assainissement en urgence de la situation

S'agissant de l'industrie automobile, au cœur de gros scandales politico-financiers, notamment le volet de l'importation des CKD-SKD, le Président Tebboune a instruit le gouvernement d'assainir en urgence ce dossier. Estimant que ce dossier figurerait parmi ceux à caractère «urgent» et «sensible», et méritant des «réponses concrètes», il a insisté sur l'assainissement de la situation de ces importations et la mise en place de «nouvelles règles» les régissant. Outre ce dossier, soulignant que la question du Complexe sidérurgique d'El Hadjar comptait également parmi les dossiers prioritaires du plan d'action du secteur de l'Industrie, le chef de l'Etat dira qu'à moyen et long terme, l'effort du secteur de l'Industrie doit être orienté vers la création d'une «véritable industrie», constituée essentiellement des industries légères, petites et moyennes, qui sont génératrices de richesses et «faisant la rupture avec les industries consacrant la dépendance», a-t-il recommandé, tout en déplorant que le recours excessif à l'importation avait «figé les esprits et tué l'esprit d'initiative et la capacité de création et d'innovation des Algériens».

L. N.

– Une terrible collision à El Oued fait au moins 12 morts et 59 blessés –

Les accidents de bus toujours plus meurtriers

■ Les accidents de transports en commun effraient, car ils font généralement plus de victimes que les autres. La terrible collision survenue hier, aux premières heures, sur la RN-3 reliant les communes d'Astil à El Oued et celle d'Oumach de la wilaya de Biskra, entre deux bus de transport de voyageurs, a entraîné la mort de douze personnes. Malgré la faible densité de population et, par conséquent, de la circulation automobile, le sud du pays n'échappe pas à l'hécatombe générée par les accidents qu'enregistrent nos routes.

Par Meriem Benchaouia

La région semble suivre les pas de celles du nord où les accidents de la route ne cessent d'endeuiller les familles. L'accident s'est produit vers 02h00 du matin lorsque deux autocars, desservant les lignes (Ouargla-jijel) et (Sétif-Ouargla), sont entrés en collision, a précisé le directeur de la Protection civile à El Oued, Ahmed Baoudji, qui a imputé l'accident à l'excès de vitesse. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses condoléances aux familles endeuillées et chargé le Premier ministre de prendre toutes les dispositions nécessaires pour la prise en charge des blessés et porter assistance aux familles des victimes, indiquent les services du Premier ministre dans un communiqué. «A la suite du grave accident de la circulation qui a eu lieu tôt le matin entre les wilayas d'El-Oued et de Biskra entre deux autocars et qui a provoqué le décès de plusieurs voyageurs ainsi que de nombreux blessés, Monsieur le Président de la République présente ses condoléances aux familles endeuillées par ce terrible accident et souhaite un prompt réta-

blissement aux blessés», précise le communiqué. Le président de la République a «chargé le Premier ministre de prendre toutes les dispositions nécessaires pour la prise en charge des blessés et porter assistance aux familles des victimes», a-t-on ajouté de même source. A cet effet, les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, se sont rendus dans la wilaya d'El-Oued, au chevet des blessés de ce tragique accident. Sur un total de 59 blessés, 38 sont au niveau de l'Etablissement public hospitalier (EPH) d'El-Meghaier, 11 ont été transférés, au vu de la gravité de leur état, aux EPH de Biskra 6 et d'El-Oued 5, tandis que 10 blessés ont quitté l'hôpital d'El-Meghaier après avoir reçu les soins nécessaires, selon la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'El-Oued. Kamel Beldjoud et Abderrahmane Benbouzid rencontreront, en outre, les familles des douze victimes et des blessés de ce drame routier, issus de différentes régions du pays et qui se sont déplacés sur les lieux pour s'enquérir de l'état de leurs



proches. Les blessés se trouvent actuellement sous observation médicale spécialisée sous la supervision d'un staff composé d'une douzaine praticiens spécialistes (orthopédie et chirurgie générale), d'une quinzaine de généralistes, en plus d'une quarantaine de paramédicaux, selon le DSP d'El-Oued, Abdelkader Laouini. Douze interventions chirurgicales en orthopédie et deux autres en chirurgie générale ont déjà été effectuées au niveau de l'EPH d'El-Meghaier et trois à

l'EPH d'El-Oued, a-t-il fait savoir. Par ailleurs, 3 275 personnes ont trouvé la mort et 31 010 autres ont été blessées dans 22 507 accidents survenus au niveau national en 2019, a indiqué un bilan de Délégation nationale de la sécurité routière. Comparativement à 2018, une baisse de 2,1 % a été enregistrée dans le nombre des accidents, des morts moins 1,06 %, ainsi que dans le nombre des blessés moins 4,79 %, a précisé la même source. **M. B.**

Avec la participation de Abdelmadjid Tebboune Ouverture de la Conférence internationale sur la Libye à Berlin

La Conférence internationale sur la Libye s'est ouverte hier à Berlin avec la participation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans l'objectif de mobiliser les efforts de la communauté internationale en vue de mettre fin à la crise dans ce pays. Le président de la République, Abdelmadjid

Tebboune, prend part à la Conférence à l'invitation de la Chancelière allemande Angela Merkel. Outre l'Algérie, la Conférence voit la participation des Etats-Unis, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Turquie, l'Italie, l'Egypte et les Emirats arabes unis ainsi que le

Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et celui de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Abou El-Gheit. La Conférence de Berlin devrait aboutir à une feuille de route comprenant six axes visant à mettre fin au conflit inter-libyen qui connaît une escalade inquiétante depuis avril dernier. Il s'agit

essentiellement de la cessation des hostilités, de la consécration d'un cessez-le-feu durable, de la réforme des secteurs sécuritaire et économique, du retour au processus politique et de l'application du Droit international humanitaire. **L. O./APS**

Au 30 novembre 2019

Le recouvrement fiscal national atteint 5 200 milliards de dinars

Le recouvrement fiscal national, incluant la fiscalité ordinaire et la fiscalité pétrolière, a atteint près de 5 200 milliards de dinars (DA) au 30 novembre 2019 dont 2 839 milliards DA au titre de la fiscalité ordinaire, a indiqué, hier à Alger, le directeur général des impôts, Kamel Aissani. Lors d'un point de presse en marge du Forum économique du quotidien «El Moudjahid», M. Aissani a fait savoir que la fiscalité ordinaire a augmenté de 4 % au cours de cette période par rapport à l'année 2018. Toujours au 30 novembre 2019 et dans l'attente des résultats finaux du recouvrement fiscal national pour l'en-

semble de l'année 2019, le même responsable a affirmé que ce recouvrement fiscal a atteint près de 90 % des objectifs tracés par la loi de finances 2019. Par ailleurs, M. Aissani est revenu sur les nouvelles dispositions de la loi de finances 2020 en matière de fiscalité avec notamment la révision du seuil d'éligibilité au régime de l'impôt forfaitaire unique (IFU), l'exonération d'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et de la TVA au profit des start-up, ainsi que l'exonération de l'impôt et des droits de douane concernant l'importation du matériel dans le cadre du renforcement des structures sanitaires dans les zones du sud du

pays. Concernant le tourisme, la LF 2020 inclut l'exonération fiscale au profit des opérateurs actant dans le tourisme jusqu'en 2022. Les activités numériques, quant à elles, seront soumises à une TVA réduite à 9 % au lieu de 19 %. «Il y a aussi les mesures de simplification des procédures de déclaration et de paiement de l'impôt pour l'ensemble des contribuables au niveau des services fiscaux déconcentrés», a souligné M. Aissani. Il a noté l'institution par la LF 2020 de la taxe annuelle sur les véhicules automobiles et engins roulants à l'occasion de toute souscription d'un contrat d'assurance automobile. Celle-ci

s'élève à 1 500 DA pour les véhicules de tourisme et à 3 000 DA pour les autres véhicules et engins roulants. Concernant l'impôt sur le patrimoine, le directeur général des impôts a rappelé que celui-ci existe depuis 1993. Dans le cadre de la loi actuelle, il s'agit pour le contribuable dont le patrimoine atteint ou dépasse 100 millions DA de s'acquitter de cet impôt à raison de un pour mille (100 000 DA pour 100 millions DA) via une déclaration annuelle sur le patrimoine et non tous les quatre ans. Alors que la DGI envisage de lancer un recensement national des assujettis à cet impôt, M. Aissani a estimé nécessaire de

LA QUESTION DU JOUR

Le plaidoyer de Salamé pour la Libye

Suite de la page une

Que la communauté internationale m'apporte réellement le soutien dont j'ai besoin, semble dire Salamé, et le rétablissement de la paix comme de l'unité politique en Libye sans être choses aisées ne sont néanmoins pas impossibles. Mais sans votre engagement ferme en ce sens, soyez assurés que la crise libyenne ira de mal en pis. Elle est encore ratractable au jour d'aujourd'hui, le risque est grand qu'elle ne le soit plus demain. En plus de Ghassan Salamé, quelqu'un d'autre s'est aussi beaucoup exprimé à la veille du rendez-vous de Berlin, le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Peut-être pas autant que lui, mais en tout cas suffisamment pour être certain que son message a été non moins entendu. Un message sur bien des points à l'opposé de celui de l'émissaire onusien. Ainsi si ce dernier met l'accent sur le fait que la résolution de la crise libyenne nécessite l'engagement de tous les pays, la bonne volonté de tous, pas seulement donc des pays voisins de la Libye, le président turc ne craint pas lui d'affirmer qu'il n'existe qu'une seule solution à la crise, et elle passe par son pays, c'est-à-dire par lui. La solution pour la Libye ne serait pas à ses yeux en Libye, entre Libyens. Alors que Salamé fait du départ des forces étrangères une condition sine qua non de toute avancée vers la paix en Libye, Erdogan a lui par contre attendu la veille de la conférence pour faire savoir au monde qu'il y envoyait son armée, non plus seulement par conséquent des mercenaires et djihadistes syriens, ce qu'il a déjà fait. De là la question : une telle divergence dans le propos aurait-elle été possible si le monde tenait tant à ce que la Libye commence sans plus attendre à surmonter ses difficultés actuelles ? Erdogan n'aurait sans doute pas osé tenir son langage provocateur s'il savait les grandes puissances disposées à écouter Ghassan Salamé. **M. H.**

renforcer la digitalisation de l'appareil fiscal national. «Dans ce cadre, le gouvernement a validé un plan d'action à l'effet de consolider l'administration fiscale au niveau humain et matériel», a-t-il souligné. De plus, le même responsable a plaidé en faveur d'un «système fiscal plus transparent», notamment à travers l'instauration d'un code général des impôts «pour faciliter la compréhension de ce système mal compris par le contribuable».

Y. H.

Augmentation des prix des fruits et légumes

Pas de répit pour les petites bourses

■ La hausse des prix est maintenue dans la majorité des commerces des différents marchés, sans aucune explication. En effet, la pomme de terre est affichée à pas moins de 70 DA, les oignons à 80 DA, la courgette à 200 DA, les carottes à 100 DA, des prix pas toujours abordables pour les petites bourses.

Par Thininene Khouchi

Les prix des fruits et légumes s'affolent. Décidément, les commerçants ne semblent pas décidés à baisser les prix de leur marchandise. En effet, le marché n'arrive pas à se stabiliser depuis des mois. Les prix des aliments ne cessent d'augmenter alternativement. Un jour c'est le prix de la pomme de terre qui gonfle puis vient le tour des carottes, puis les courgettes ensuite le poulet... et comme d'habitude, les vendeurs ne portent pas le chapeau et rejettent cette hausse des prix sur les grossistes. Pour constater cette hausse, on a fait un tour dans certains marchés de la capitale. À Clauzel, les prix sont inaccessibles. La pomme de terre, dont le prix n'a pas dépassé le seuil de 40 DA durant plusieurs mois, est affichée à 70 DA. La carotte qui n'a pas franchi 55 DA durant plusieurs mois, oscille entre 75 et 100 DA le kg. Idem pour la courgette, qui n'a pas échappé à la règle de la hausse, est cédée de 200 à 230 DA alors que son prix était fixé à 70 DA et 85 DA. La tomate reste intouchable, affichée à 140 DA le kilo. La salade, cette laitue tant demandée et consommée par le citoyen, a connu une hausse car elle est affichée à 120 DA. Les haricots verts à 300 DA. Les oignons sont à 80 DA le kg, les poivrons connaissent aussi une hausse considérable, cédés à 60 DA il y a un moment, ils sont aujourd'hui affichés à 180 DA le kilo. Les navets à 100 DA, le chou-fleur à 80 DA le kilo. Pour les fruits qui étaient abordables, certains ont aussi connu une hausse ; en effet, la pomme locale est cédée à 270 DA le kilo celle de l'importation est à 600 DA qui manque d'ailleurs dans les marchés. La banane qui a connu cette année une flambée historique grimpant à 950 DA le kilo, elle avait vu son prix redescendre jusqu'à 170 DA mais aujourd'hui elle est proposée à 250 DA le kilo. Concernant des fruits de saison, la mandarine est proposée à 180 DA le kilo, les oranges à 200 DA. Du côté des viandes, le prix du poulet n'arrive pas à se stabiliser depuis des mois. En effet, chaque jour on lui affiche un nouveau prix mais hier il était proposé à 290 DA le kilo. Le prix des œufs a aussi gonflé. Il y a une semaine, les œufs étaient cédés à 10 DA «l'unité» mais aujourd'hui ils sont affichés



à 15 DA l'œuf. La viande rouge, qui demeure depuis toujours intouchable, reste fidèle à sa cherté, elle est donc affichée à 1 300 DA le kilo. Devant cette situation, les consommateurs

n'ont cessé de se plaindre mais se retrouvent obligés à remplir leurs couffins. On est presque habitué à ces prix instables. « Aujourd'hui c'est la patate qui est cher, demain c'est

le poulet, après c'est au tour des prix des autres légumes à gonfler. Ça ne s'arrête jamais. Et personne n'intervient pour stabiliser le marché et contrôler la qualité et les prix exercés par ces com-

merçants malhonnêtes», nous dira un père de famille habitué à faire ses courses au marché Clauzel et qui en a assez de subir cette cherté.

T. K.

Agriculture

Améliorer les capacités de stockage et rendre le lait plus disponible

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a exhorté le gouvernement, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé samedi, à mettre en place une politique nationale de stockage des produits alimentaires et de traiter «définitivement» la question du manque de lait. Affirmant que l'agriculture et l'industrie constituaient des piliers essentiels pour l'économie nationale, M. Tebboune a identifié deux «priorités» pour le secteur de l'Agriculture, selon le communiqué du Conseil des ministres. Il s'agit du «traitement définitif,

dans un délai n'excédant pas six mois, de la question du manque de lait, à travers la mise en œuvre d'une politique de modernisation et de partenariat». Il s'agit aussi de mettre en place une politique nationale de stockage de produits alimentaires afin de pallier les problèmes de commercialisation. A noter que les instructions du Président Tebboune interviennent dans un contexte marqué par des perturbations enregistrées à plusieurs reprises sur le marché d'approvisionnement en sachet de lait subventionné. La facture d'importation des pro-

duits alimentaires a atteint près de 6,2 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2019. M. Tebboune a tenu à souligner «l'impérative rupture avec les pratiques du passé en s'orientant vers de nouveaux modes de gestion du secteur adaptés aux besoins et spécificités de notre pays». Abordant la question de l'importation des viandes, il a plaidé pour l'encouragement de la production locale afin de réduire la facture d'importation.

Accélérer la régularisation du foncier agri-

cole

Il a également ordonné l'établissement d'un état des lieux du foncier agricole dans toutes les wilayas et l'accélération de la régularisation de la situation juridique des terrains. Evoquant l'agriculture saharienne et des montagnes, le président de la République a appelé à l'encouragement des créneaux créateurs de richesses et la création d'un «Institut de l'agriculture saharienne au Sud», mettant l'accent sur l'impératif de libérer le secteur de l'Agriculture des entraves bureaucratiques. Le plan sectoriel pour la période quinquennale 2020-2024, présenté au Conseil des ministres par le ministre de l'Agriculture, vise l'élaboration d'une politique agricole durable, la consolidation et la promotion des actions à destination des populations rurales ainsi que la conservation et la valorisation du patrimoine forestier. Des mesures d'accompagnement sont, en outre, envisagées, particulièrement le renforcement du système de financement des activités stratégiques. (APS)

Azeffoune(Tizi Ouzou)

5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone secourues

Les éléments de la Protection civile sont intervenus dans la soirée de samedi pour porter secours à 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain et d'un chauffage à gaz butane, dans une maison sise au village Tamlouka, dans la

commune d'Azeffoune (71 km au nord-est de Tizi Ouzou, a indiqué hier un communiqué de la cellule de communication de la direction locale de ce corps constitué. Selon les indications fournies par la même source, c'est aux environs de 22h que les éléments de la Protection

civile ont été alertés, avant de se rendre sur les lieux et transférer deux femmes âgées de 82 ans et 40 ans, deux enfants âgés de 6 ans et 12 ans et un homme (42 ans) vers l'hôpital d'Azeffoune où ils ont été pris en charge.

Hamid M.

Intoxications par monoxyde de carbone

Quatre décès enregistrés en 48 heures

Quatre personnes ont péri, à travers le territoire national durant les dernières 48 heures, par intoxication au monoxyde de carbone (Co), suite à l'utilisation d'appareils de chauffage, chauffe-bain et moteur de véhicule, indique hier un bilan de la

Direction générale de la Protection civile. Ainsi, à Sidi Bel-Abbès, deux personnes sont décédées intoxiquées par le Co émanant d'un moteur de véhicule à l'intérieur du garage d'un domicile sis dans la commune et daïra du chef-lieu de

wilaya, alors qu'un autre décès a été déploré à Boumerdès où un jeune homme de 31 ans a été intoxiqué par le Co émanant d'un chauffe-bain à Bordj Menaïel, précise la même source. Le quatrième décès a été enregistré dans la wilaya de

Djelfa où une jeune femme de 25 ans a trouvé la mort, intoxiquée par le Co émanant d'un appareil de chauffage traditionnel, dans la commune de Dar El Chiokh. Dans le même registre, les secours de la Protection civile sont intervenus

pour prodiguer les soins de première urgence à 20 personnes incommodées par le Co au niveau des wilayas de Khenchela, Mila, Sétif, Naâma, Béchar, Médéa, Tébessa et Ghardaïa.

K. L.

Produits fabriqués localement

Interdire l'importation sans compromettre les besoins des entreprises et des consommateurs

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a recommandé au gouvernement, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé samedi, l'interdiction d'importer les produits fabriqués localement, tout en continuant à garantir le fonctionnement des entreprises et les besoins essentiels des consommateurs. Il a ainsi recommandé la mise en place d'un guide statistique pour promouvoir la production nationale avec l'interdiction d'importer les produits fabriqués localement, dans l'objectif de protéger le produit national et réduire la facture d'importation, selon le communiqué du Conseil.

Par Malek M.

Il a notamment souligné l'impératif de réduire la facture d'importation des médicaments, en encourageant la production locale et en soumettant les produits pharmaceutiques importés à la certification pour la protection de la santé des citoyens. Mais les mesures de protection de la production nationale et de défense commerciale «doivent être envisagées avec intelligence et dans le respect des engagements commerciaux internationaux», a noté M. Tebboune. La création de laboratoires au niveau de tous les accès frontaliers, ports et aéroports en collaboration avec le ministère de la Santé, en associant l'université, en vue du renforcement des mécanismes de contrôle des importations alimentaires selon les normes internationales, a été en outre recommandée. D'autre part, le Président Tebboune a donné des instructions pour la création de zones franches avec les pays africains limitrophes, afin de finir avec le fléau de la contrebande. S'agissant des exportations, il a affirmé que la stratégie de promotion des exportations hors hydrocarbures doit être «très vite mise en œuvre» en étroite collaboration avec les départements ministériels concernés, tout en soulignant que «l'importation doit être un complément à l'économie nationale et non une alternative».

Commerce extérieur :

faire une «évaluation rigoureuse» des accords commerciaux

Concernant les accords commerciaux déjà conclus ou ceux encore en discussion, M. Tebboune a chargé l'exécutif de faire une «évaluation rigoureuse et objective» de leurs effets sur l'économie nationale, tout en soulignant que la politique du commerce extérieur doit faire l'objet de mécanismes de concertation sectorielle plus renforcés. Lors de la réunion du Conseil, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a présenté le bilan et les perspectives de relance et de développement de son secteur. Rappelant le bilan de l'année 2019, il a dressé un état des activités de contrôle, de régulation et d'organisation des marchés, notamment les mesures d'éradication progressive des marchés informels, la réception de deux marchés de gros des fruits et légumes et de la poursuite de la réalisation de six autres marchés qui seront réceptionnés durant l'année 2020. Au titre des perspectives de développement des activités du commerce intérieur, le plan d'action prévoit une série de mesures portant, notamment, sur l'amélioration des conditions d'organisation des marchés, la généralisation du paiement électronique et la lutte contre toute forme de gaspillage. En matière de commerce extérieur, il est fait état principalement de la situation de la balance commer-

ciale, des procédures d'encadrement des importations et du développement des exportations hors hydrocarbures. C'est ainsi qu'il est relevé la persistance en 2019 du déficit de la balance commerciale, une baisse des importations et des exportations respectivement de plus de 7,7 % et près de 13 %, alors que les exportations hors hydrocarbures ont enregistré une réduction de près de 10 %. S'agissant des perspectives de développement du commerce extérieur, le plan d'action prévoit une série de mesures et de procédures pour la période quinquennale 2020-2024. Il s'agit essentiellement de l'évaluation des accords commerciaux internationaux et des relations commerciales bilatérales et multilatérales, la rationalisation des importations, la protection du produit national et l'encouragement des exportations hors hydrocarbures.

Améliorer les capacités de stockage et rendre le lait plus disponible

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a exhorté le gouvernement à mettre en place une politique nationale de stockage des produits alimentaires et de traiter «définitivement» la question du manque de lait. Affirmant que l'agriculture et l'industrie constituaient des piliers essentiels pour l'économie nationale, M. Tebboune a identifié deux



Ph.D.R.

«priorités» pour le secteur de l'Agriculture, selon le communiqué du Conseil des ministres. Il s'agit «du traitement définitif, dans un délai n'excédant pas six mois, de la question du manque de lait, à travers la mise en œuvre d'une politique de modernisation et de partenariat». Il s'agit aussi de mettre en place une politique nationale de stockage de produits alimentaires afin de pallier les problèmes de commercialisation. A noter que les instructions du Président Tebboune interviennent dans un contexte marqué par des perturbations enregistrées à plusieurs reprises sur le

marché d'approvisionnement en sachet de lait subventionné. La facture d'importation des produits alimentaires a atteint près de 6,2 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2019. M. Tebboune a tenu à souligner «l'impérative rupture avec les pratiques du passé en s'orientant vers de nouveaux modes de gestion du secteur adaptés aux besoins et spécificités de notre pays». Abordant la question de l'importation des viandes, il a plaidé pour l'encouragement de la production locale afin de réduire la facture d'importation.

M. M./APS

Production de pétrole

L'Opep et ses partenaires vont poursuivre la réduction jusqu'à fin 2020

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses partenaires, dont la Russie ainsi que d'autres pays, devraient poursuivre la réduction de la production de pétrole, de la fin mars 2020 à la fin de l'année, selon un rapport de recherche de la banque d'in-

vestissement suisse UBS. Néanmoins, l'Opep et ses partenaires disposeraient d'une allocation de production plus élevée au second semestre 2020, a-t-elle indiqué. La production de brut de l'Opep tomberait à 29,6 millions de barils par jour en 2020, en baisse par rapport aux

30 millions de barils par jour de l'année précédente, a estimé UBS. La faiblesse saisonnière de la demande et la forte croissance de l'offre des pays non membres de l'Opep conduiraient à une offre excédentaire d'environ 600 000 barils par jour au cours du premier semestre

de 2020, ce qui ferait chuter le prix du Brent à 60 dollars par baril, a-t-elle prévu. Toutefois, le marché pétrolier international devrait être presque à l'équilibre ou légèrement sous-approvisionné au second semestre, grâce à l'amélioration des fondamentaux, a-t-elle poursuivi. La

demande mondiale augmenterait d'un million de barils par jour en 2020 contre 900 000 en 2019, cette croissance devant être entièrement tirée par les marchés émergents, selon le rapport. En décembre 2019, l'Opep et ses partenaires sont convenus de réduire davantage la production de 500 000 barils par jour pour le trimestre de 2020, soit une baisse totale d'1,7 million de barils par jour, l'Arabie saoudite s'engageant à une autre réduction volontaire conditionnelle de 400 000 barils par jour pour le trimestre. Début juillet 2019, l'Opep et ses pays partenaires ont annoncé la prolongation de la réduction de la production pour neuf mois à partir du second semestre 2019, après l'introduction d'une réduction d'1,2 million de barils par jour depuis janvier 2019.

Salem K.

Inde

Les réserves de change atteignent un record de 461 milliards de dollars

Les réserves de change de l'Inde ont continué d'augmenter au cours de la semaine terminée le 10 janvier pour atteindre un nouveau record de 461,21 milliards de dollars. Les réserves de change de l'Inde comprennent des actifs en devises étrangères (FCA), les réserves d'or, les droits de tirage spéciaux (DTS) et la position de réserve auprès du Fonds monétaire international (FMI). Les données hebdomadaires de la Banque de réserves

de l'Inde (RBI) ont montré que la valeur des réserves d'or du pays a augmenté de 435 millions de dollars pour atteindre 28,49 milliards de dollars. Cependant, les FCA, la plus grande composante des réserves de change, ont diminué de 367 millions de dollars pour s'établir à 427,58 milliards de dollars, selon le supplément statistique de la RBI. Il s'agit également de la valeur des DTS qui a légèrement baissé de 5 millions de dollars pour s'établir à

1,44 milliard de dollars, tandis que la position de réserve du pays auprès du FMI a diminué de 5 millions de dollars pour atteindre 3,69 milliards de dollars. En 2019, le total des achats de l'or à l'étranger de l'Inde, l'un des plus grands importateurs du métal jaune, ont baissé de 15 % sur un glissement annuel pour atteindre 597,5 tonnes au cours de la période de 11 mois se terminant en novembre. R. E.

Ghardaïa

Une récolte de 140 000 qx de pomme de terre d'arrière-saison attendue

■ Une récolte de près de 140 000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison est attendue dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris hier auprès de la direction locale des services agricoles.

Par Nassima A.

Cette récolte, qui a débuté, est opérée sur une surface de 500 hectares dont 160 ha consacrés à la semence, répartie entre différentes régions au sud de la wilaya (Seb-Seb, Hassi-Lefhal et El-Menea), a indiqué le DSA, Mustapha Djekboub. L'opération de récolte se déroule dans des conditions «normales», avec un rendement de près de 300 qx/hectare et un prix de vente sur le champ vacillant entre 32 et 40 DA/kg, a-t-il ajouté. La culture de la pomme de terre, un légume très sollicité dans la gastronomie algérienne, commence à susciter l'intérêt des agriculteurs de la wilaya de Ghardaïa qui œuvrent laborieusement en vue d'améliorer son rendement, a affirmé M. Djekboub. Irriguée sous-pivot, cette culture se comporte fort bien et se développe dans la wilaya de Ghardaïa comme en témoignent les nombreuses plantations cultivées çà et là dans les localités du sud de la wilaya caractérisées par des sols légèrement acides et une abondance de la ressource hydrique. Les agriculteurs locaux de la pomme de terre ont, ces dernières années, pris conscience de la nécessité d'améliorer leurs techniques de production pour mieux répondre aux exigences du marché local et s'activent à contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire et améliorer la productivité en développant la culture de la semence locale, a fait savoir le DSA. La première expérience de culture de la pomme de terre dans la région de Ghardaïa a été effectuée sur une surface agricole d'une vingtaine hectares en 2004 dans la région d'El-Menea avant d'être étendue, dans le cadre de la

nouvelle politique agricole destinée à réduire les importations et élargir la gamme de production de ce type de tubercules. La région d'El-Menea au sud de Ghardaïa constitue un site de prédilection pour la production de ce type de légumes, compte tenu de l'existence d'un climat favorable, eau et sol léger propice pour ce genre de culture, a souligné Djekboub, estimant que les variétés cultivées dans cette zone (Désirée, Pamela et Elite) ont une bonne qualité gustative et un calibrage intéressant. La variété «Désirée» de pomme de terre est devenue une source de fierté des agriculteurs de la région d'El-Menea au même titre que les agrumes, la menthe et l'horticulture. Le rendement moyen de 330 qx/ha obtenu dans cette région riche en ressource hydrique est jugé satisfaisant, comparativement à d'autres zones de la wilaya. Un tel rendement explique pourquoi la zone d'El-Menea détient 90% de la superficie consacrée à cette culture maraîchère. Les agriculteurs de la wilaya de Ghardaïa pâtissent d'un déficit



en encadrement, pour la vulgarisation des techniques modernes de culture afin d'être rentable, et d'un circuit de commercialisation difficile à maîtriser, a-t-on fait

savoir à la DSA. Pour cela les services agricoles s'attèlent à vulgariser les techniques modernes de culture et à mettre à niveau la mécanisation, la ferti-

lisation des sols et la sélection variétale en vue d'améliorer la qualité et la productivité.

N. A./APS

Sétif

Distribution de plus de 1 500 logements promotionnels aidés au début du second semestre

Au total, 1 590 logements de type promotionnel aidé (LPA) réalisés sur le site de «Abid Ali» dans la commune de Sétif, seront remis à leurs bénéficiaires au plus tard au début du second semestre de l'année en cours, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce quota réalisé selon les normes de qualité sera livré en plusieurs étapes selon la même source qui a indiqué que 920 unités seront distribuées avant le mois de ramadhan en attendant la remise totale des logements restants avant la prochaine rentrée scolaire. Les autorités publiques ont

donnée des directives strictes pour apporter aux travaux de réalisation de ce projet toute la main-d'œuvre nécessaire pour garantir le respect du délai de livraison a-t-on encore indiqué. Par ailleurs, la nécessité d'accélérer les travaux de voiries et de réseaux divers a été soulignée par l'ensemble des parties concernées en sus de l'aménagement d'aires de repos et d'espaces de loisirs. Pour rappel, la wilaya de Sétif a bénéficié au cours du dernier programme quinquennal d'un total de 64.000 logements tous types confondus parmi lesquels 40 000 ont été livrés, selon

les chiffres de la direction locale du logement. Cette wilaya a enregistré au cours de l'année 2019 la distribution de 7 768 logements de différentes formules dont 905 logements participatifs et promotionnels aidés, a indiqué le directeur par intérim du secteur, Mostapha Bika. Ce même responsable a également révélé qu'un total de les travaux de réalisation de 7 677 logements relevant entre autres des formules du promotionnel aidé et d'aide à l'habitat rural seront incessamment lancés dans la wilaya de Sétif.

Samy T.

Khenchela

Plus de 5 600 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse et la rage

Cinq mille six cent cinquante cinq (5 655) bovins ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse et la rage à Khenchela, a-t-on appris de l'inspecteur vétérinaire de la direction des services agricoles (DSA). Depuis le lance-

ment de cette campagne le 15 décembre 2019 à ce jour, 3 566 têtes bovines ont été vaccinées contre la fièvre aphteuse et 2 089 vaches contre la rage, a précisé Mohamed Ouchène. Cette campagne devant se poursuivre jus-

qu'à la mi-mars 2020 a ciblé à ce jour 332 éleveurs s'agissant de la re-vaccination et 170 éleveurs dans le cadre de l'opération nationale de vaccination contre la rage, a ajouté le même responsable. Le laboratoire régional

de vétérinaire d'El Khroub dans la wilaya de Constantine a doté récemment la DSA de Khenchela de 6 000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse en plus des 5 500 doses représentant le stock restant de la campagne écoulée,

a indiqué le même responsable, précisant que la wilaya a bénéficié d'environ 10 000 doses de vaccin contre la rage. L'inspecteur vétérinaire de Khenchela a fait part, dans ce cadre, de la mobilisation de 60 vétérinaires du secteur privé pour atteindre l'objectif tracé, à savoir la vaccination «avant la fin du premier trimestre 2020», de plus de 15 000 têtes bovines contre la fièvre aphteuse et la rage. Le capital animal de la wilaya de Khenchela compte 433 000 têtes ovines, plus de 73 000 têtes de chèvres et 16 000 têtes bovines, selon les statistiques fournies par la DSA fin 2019.

M. Y.

Oran

8 milliards DA pour achever les projets réévalués

La wilaya d'Oran a bénéficié d'une enveloppe financière de 8 milliards de dinars pour l'achèvement des projets ayant fait l'objet de réévaluation, a indiqué le wali, Abdelkader Djellaoui. S'exprimant en marge des festivités organisées à l'occasion de la journée nationale de la commune, le chef de l'exécutif de la capitale de l'Ouest du pays a fait savoir que cette manne financière permettra d'achever les chantiers de projets liés aux différents secteurs, à l'image de l'hy-

draulique, des travaux publics, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, ainsi que de l'urbanisme et de l'aménagement. Il a, en outre, informé avoir donné des instructions «fermes» pour que les projets en question soient livrés cette année, se félicitant au passage du fait qu'«aucun projet structurant ne fait actuellement l'objet de gel au niveau du territoire de la wilaya». Au cours de ces festivités célébrant la journée nationale de la commune,

organisées au siège du cabinet du président de l'APC, le wali a suivi un exposé sur l'organigramme de la commune d'Oran. Il a également assisté à la cérémonie d'installation symbolique d'un conseil populaire dont les membres sont des élèves des écoles de la ville qui ont procédé à l'occasion à une délibération ayant trait aux aides financières de la commune au profit des familles nécessiteuses en prévision du mois de ramadhan.

R. R.

Formation du gouvernement en Tunisie

Kaïs Saïed reçoit Fadhel Abdelkafi

■ Le président de la République, Kaïs Saïed, a reçu, samedi, au Palais de Carthage, Fadhel Abdelkafi, dont le nom a été proposé, par certains partis et blocs parlementaires, pour le poste de Chef de gouvernement, rapporte l'agence TAP.

Mondji G.

Dans une vidéo diffusée sur la page facebook de la Présidence de la République, Fadhel Abdelkafi déclare avoir présenté au chef de l'Etat sa perception concernant «le prochain gouvernement et sa composition».

La rencontre, a-t-il dit, a été l'occasion de discuter de la situation générale du pays, en particulier les plans économique et financier, et d'écouter le point de vue du président à propos des défis qui attendent le pays.

Selon la Présidence de la République, la rencontre s'inscrit dans le cadre de la poursuite des consultations pour le choix du futur Chef de gouvernement.

Le nom de Fadhel Abdelkafi a été proposé par trois blocs parlementaires pour la primature. Il s'agit des groupes d'Ennahdha (54 sièges), de Qalb Tounes (38) et de la Réforme nationale (15).

Fadhel Abdelkafi a été également proposé à la tête du département du Développement, de



L'Investissement et de la Coopération internationale dans le gouvernement de Habib Jemli qui a été rejeté, vendredi 10 janvier, par le Parlement lors de la séance de vote de la confiance.

Gouvernement : la Cggt appelle le président Saïed à l'associer dans le choix de la nouvelle personnalité

La Confédération générale tunisienne du travail (Cggt) a appelé samedi le président Kais Saïed à l'associer aux négocia-

tions sur le choix du nouveau Chef du gouvernement dont le nom serait proclamé aujourd'hui, rapporte l'agence TAP.

La Cggt a souligné, dans un communiqué repris par la TAP, la nécessité de respecter la Constitution qui stipule le pluralisme syndical ainsi que les décisions du tribunal administratif qui a reconnu le droit de la Confédération à participer aux négociations et à bénéficier de tous les avantages attribués aux autres organisations syndicales.

Le secrétaire général de la Cggt avait déploré, lors de la célébration du 9^e anniversaire de

la révolution, l'exclusion de son organisation des négociations sociales et la poursuite de la politique de marginalisation, soulignant la nécessité de consacrer le pluralisme syndical.

Il avait indiqué, dans une déclaration à l'agence TAP, que la Cggt compte plus de 90 000 adhérents répartis sur environ 600 entreprises du secteur privé.

Dans le cadre des négociations sur le nouveau Chef du gouvernement, Kais Saïed a reçu, vendredi, au Palais de Carthage, le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (Uggt), le président de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica) et le président de l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (Utap).

Par ailleurs, des partis et des groupes parlementaires ont soumis, jeudi, au président de la République leurs propositions concernant la personnalité apte à former le gouvernement et ce, conformément à l'article 89 de la constitution.

Attentat contre le bus de la Garde présidentielle : la justice rend son verdict

Des peines allant de 10 ans de prison jusqu'à la peine de

mort ont été prononcées vendredi par la 5^e chambre criminelle près le tribunal de première instance de Tunis contre les auteurs de l'explosion ayant visé un bus de la Garde présidentielle en 2015, a annoncé samedi une source judiciaire tunisienne.

«La 5^e chambre criminelle près le tribunal de première instance de Tunis, spécialisée dans les crimes terroristes, a rendu, vendredi soir, son verdict dans l'affaire de l'explosion qui avait ciblé un bus de la Garde présidentielle», a indiqué, samedi, Mohsen Dali, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Tunis, cité par l'Agence TAP.

«Des peines allant de 10 ans de prison jusqu'à la peine de mort ont été prononcées dans cette affaire contre 10 accusés, dont 6 sont en état de fuite», a précisé Mohsen Dali.

«Le tribunal a également statué en faveur de l'indemnisation des familles des morts et blessés de cet attentat», a-t-il ajouté.

Douze agents de la Garde présidentielle ont trouvé la mort dans l'explosion ayant ciblé leur bus le 24 novembre 2015, en plein centre de la capitale tunisienne.

M. G./APS

Guinée et Gabon/Sahara occidental

«Les décisions unilatérales d'ouvrir des consulats ne peuvent en aucun cas légitimer la colonisation», selon le MAE

L'Algérie a souligné samedi que les graves décisions unilatérales de la Guinée et du Gabon d'ouvrir des consulats au Sahara occidental ne peuvent en aucun cas légitimer l'occupation de ce territoire ni remettre en cause le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination.

«L'Algérie a pris connaissance des décisions unilatérales des gouvernements de la République de Guinée et du Gabon d'ouvrir des représentations consulaires à Dakha et à Lâayoune, deux villes occupées du Sahara occidental», indique un communiqué du ministère des Affaires Etrangères (MAE).

«Ces décisions graves qui constituent une violation flagrante des normes du droit international, des décisions et des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale des Nations unies relatives à la question du Sahara Occidental, ne peuvent en aucun cas légitimer la colonisation de ces territoires ni remettre en

cause le droit inaliénable et imprescriptible du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément à la doctrine et à la pratique consacrées des Nations unies et de l'Union africaine en la matière», ajoute le ministère.

Ces actes unilatéraux qui tendent à «entraver le processus de décolonisation en cours», outre le fait qu'ils constituent une «violation caractérisée» des règles du droit international inhérentes aux droits des peuples à dispo-

ser d'eux-mêmes, représentent aussi «une atteinte grave» au principe de la solidarité qui doit prévaloir entre les pays fondateurs de l'Union africaine et qui doit guider leurs relations, s'agissant tout particulièrement de leur nécessaire engagement à la défense en toute circonstance des règles et des principes figurant dans l'acte constitutif de l'Union africaine, conclut le communiqué du MAE.

Mahi Y.

Mauritanie

Le rapport d'inspection du fonds des hydrocarbures remis au Parlement

La Cour des comptes a tenu mardi une réunion avec la Commission des finances issue de l'Assemblée nationale, destinée à discuter le rapport du projet de loi de règlement pour 2018 qui contient la dernière inspection du fonds des revenus des hydrocarbures appelé «fonds des générations». Selon les sources de Sahara Medias c'est

la première fois qu'un tel rapport est soumis à l'Assemblée nationale et son contenu sera publié après. Les mêmes sources ajoutent que le rapport retrace la situation du fonds, l'absence de certains documents comptables relatifs aux montants retirés, l'absence de rapprochement et des observations sur ses méthodes de gestion. Le rapport évoque,

par ailleurs, l'inactivation de la commission consultative pour l'investissement, en plus d'un chapitre relatif à l'utilisation des revenus et les bases juridiques et institutionnels du fonds.

Le rapport de la Cour des comptes s'intéresse par ailleurs aux résultats de l'exécution du budget de l'Etat, les recettes budgétaires, les dépenses et la

gestion de ses exonérations et la déclaration générale de conformité pour cet exercice.

Après la discussion de ce rapport avec la commission des finances de l'Assemblée nationale, une séance plénière sera programmée en présence du ministre des finances du gouvernement.

Saharamédias via cridem



Crise au Liban

La violence monte d'un cran, près de 400 blessés à Beyrouth

■ Des centaines de personnes ont été blessées dans des heurts entre manifestants et policiers samedi soir à Beyrouth, un niveau de violence inédit depuis le début de la contestation qui témoigne de la dégradation du climat au Liban, confronté à une crise socio-économique et politique.

Par Rosa C.

De nouvelles manifestations sont attendues cette semaine dans la capitale, où les contestataires ont appelé à se rassembler aux abords du Parlement, à deux pas de la place des Martyrs, épicerie de la mobilisation depuis le lancement le 17 octobre des rassemblements antipouvoir. Samedi soir, les échauffourées ont éclaté dans ce secteur du centre-ville chic de Beyrouth, enveloppé par la fumée persistante des gaz lacrymogènes et déchiré par le hurlement des sirènes d'ambulances. Les forces de l'ordre ont tiré des balles en caoutchouc et les manifestants ont jeté des pierres, selon un photographe de l'AFP. Au moins 377 personnes – des manifestants mais aussi des membres des forces de l'ordre – ont été soignées sur place ou transportées vers des hôpitaux, selon les bilans de la Croix-Rouge libanaise et de la défense civile

compilés par l'AFP. La défense civile a indiqué tard samedi avoir apporté les premiers secours à «114 blessés souffrant de blessures légères et de difficultés respiratoires», tandis que «43 blessés» ont été hospitalisés. La Croix-Rouge libanaise avait de son côté annoncé avoir transporté plus de 80 personnes vers des hôpitaux, tandis que plus de 140 blessés ont été soignés sur place, selon un porte-parole de l'organisation, qui a précisé que les blessés comprenaient à la fois des protestataires et des policiers. Les violences ont commencé devant l'une des principales artères menant au Parlement: des contestataires s'en sont pris aux membres de la police anti-émeute, stationnés derrière des barricades et des barbelés. Les manifestants, certains au visage masqué, ont lancé des pierres, des poteaux de signalisation et des branches d'arbres sur les forces et quelques-uns ont tenté de franchir les barbelés. La police anti-émeute

a utilisé des canons à eau et tiré des volées de gaz lacrymogènes pour les disperser. Sur les réseaux sociaux, une vidéo montre des membres des forces de l'ordre dans une caserne de police de Beyrouth frapper violemment des personnes présentées comme des manifestants à leur descente d'un fourgon. Évoquant cette vidéo sur leur compte twitter, les forces de sécurité intérieure ont annoncé l'ouverture d'une enquête. «Tout agent qui a agressé des détenus sera interpellé», selon un tweet. «Il n'y avait aucune justification pour le recours brutal à la force par la police anti-émeutes contre des manifestants largement pacifiques», a estimé Human Rights Watch (HRW), dans une réaction envoyée aux journalistes. Accusant notamment les policiers d'avoir «tiré des balles en caoutchouc dans les yeux», Michael Page, directeur adjoint de l'ONG pour le Moyen-Orient, a appelé les autorités à «mettre fin à cette culture de l'impunité pour les abus policiers». Ces derniers jours, Beyrouth a été secouée à plusieurs reprises par des affrontements entre forces de l'ordre et contestataires, qui ont même attaqué cette semaine les vitrines de certaines banques, des établissements qui cristallisent une



PH. D. R.

grande partie de la colère populaire sur fond de crise économique et financière. Depuis octobre, le mouvement de contestation dénonce pêle-mêle une classe politique jugée corrompue et incompétente, mais aussi des conditions de vie difficile et des services publics en déliquescence. La Banque mondiale a averti que le taux de pauvreté pourrait atteindre 50% de la population, contre le tiers actuellement, et la frustration est de plus en plus forte face à l'absence de

réponse des autorités. Ces dernières semaines, la dégradation de la situation économique s'est en effet accompagnée d'une impasse politique: depuis la démission fin octobre du Premier ministre Saad Hariri, son gouvernement, chargé des affaires courantes, est accusé d'inertie. Et Hassan Diab, désigné comme son successeur le 19 décembre, n'a toujours pas formé d'équipe. R. C.



Commentaire

Candidature

Par Fouzia Mahmoudi

Si dans la forme l'annonce qu'a faite il y a quelques jours Marine Le Pen n'a surpris personne, la forme de cette annonce a étonné bien des observateurs politiques. La présidente du Rassemblement national a en effet exprimé officiellement sa candidature pour la présidentielle de 2022. Une candidature qui lance, deux années à l'avance, sa campagne présidentielle. En effet, lors de ses vœux à la presse, jeudi dernier, Marine Le Pen a confirmé sa candidature. «Ma décision a été réfléchie, mais elle est prise», a-t-elle déclaré. Si la présidente du Rassemblement national prend soin de préciser qu'elle n'agit pas dans la précipitation, c'est parce que le timing de sa déclaration interroge. Pourquoi une telle annonce à deux ans de la présidentielle alors que débute tout juste la campagne des élections municipales ? En actant sa candidature si tôt, la présidente du RN entend imposer le tempo de son duel avec Macron. En premier lieu, elle choisit de se déclarer au moment où l'Exécutif fait face à une des plus violentes contestations sociales de son quinquennat afin de rappeler aux adversaires de la réforme des retraites qu'elle est la mieux placée pour porter leur colère. Plus largement, sa sortie prématurée constitue pour elle une manière de préempter l'incarnation des «populistes» contre les «mondialistes». Car même si Marion Maréchal est sortie du jeu, Marine Le Pen sait que sa légitimité est fragile depuis le fiasco de son débat de l'entre-deux tours de la présidentielle de 2017. Pendant la conférence de presse, lorsqu'un journaliste lui a demandé s'il s'agira de sa dernière campagne, Marine Le Pen a répondu : «Si je suis élue en 2022, il va bien falloir que je me présente pour ma réélection...» Car pour être crédible, elle doit d'abord montrer qu'elle croit elle-même en ses chances. Après être redevenue la patronne incontestée du premier parti de France depuis les européennes, avoir battu ses propres records dans les intentions de vote et réussi à gérer au mieux sa prise de distance avec les mouvements contestataires, Marine Le Pen se montre donc à nouveau habile tactiquement. Reste qu'elle ne s'est pas départie d'une certaine fragilité depuis son débat raté. Car ce rendez-vous manqué avec l'histoire lui donne parfois envie de tout abandonner. «Elle n'a pas très envie d'y aller, mais elle a encore moins envie de ne pas y aller. Au fond, son moteur, c'est l'orgueil», explique un membre du bureau national du parti. Ainsi, désormais, Macron se voit bien malgré lui obligé de débiter lui-même sa campagne de réélection dès aujourd'hui, car quoi qu'il fasse ou quelle que soit sa manière d'agir, cela sera interprété désormais sous le prisme de la prochaine présidentielle. Reste à savoir, si dans ce nouveau contexte, Macron continuera à prendre les décisions difficiles et courageuses dont la France a besoin ou s'il choisira de se positionner lui aussi en candidat dont les actions et paroles pèseront dans le scrutin de 2022. F. M.

États-Unis

Les avocats de Trump présentent leur défense contre la destitution

Les avocats de Donald Trump ont présenté samedi leur ligne de défense à trois jours de l'ouverture des débats au procès en destitution du président des États-Unis, une procédure qu'ils jugent inconstitutionnelle et «dangereuse». C'est la première fois depuis que l'équipe de défense a été annoncée vendredi par la Maison Blanche qu'elle présentait ses arguments, calqués sur ceux avancés depuis septembre par Donald Trump et les républicains. Dans une première «réponse» écrite à l'acte d'accusation dressé par la Chambre des représentants avec les seules voix démocrates, les avocats de Donald Trump estiment qu'il s'agit d'«une dangereuse attaque contre le droit des Américains à choisir librement leur président». «C'est une tentative effrontée et illégale de renverser les résultats de l'élection de 2016 et d'interférer avec l'élection de 2020, à quelques mois de celle-ci», ajoutent les avocats, Jay Sekulow et Pat Cipollone. Le milliardaire républicain est formellement accusé d'avoir abusé de son pouvoir en réclamant de l'Ukraine qu'elle enquête sur son adversaire politique Joe Biden, bien placé pour l'affronter lors de la présidentielle de novembre. Selon l'acte d'accusation, il a fait pres-

sion sur le président ukrainien Volodymyr Zelensky en conditionnant une invitation à la Maison-Blanche et une aide militaire cruciale à Kiev à l'annonce de ces enquêtes. Ensuite, il est accusé d'avoir fait entrave à l'enquête menée par la Chambre des représentants, en refusant toute coopération gouvernementale. «L'acte d'accusation est constitutionnellement irrecevable» et «ne comporte aucun crime ou violation de la loi», affirment les deux juristes. La réponse des avocats de Donald Trump aborde également le fond du dossier. Ils estiment ainsi que le président Trump avait finalement rencontré son homologue ukrainien en septembre à l'ONU, et que l'aide militaire avait été débloquée – même si, entre-temps, un lanceur d'alerte à l'intérieur de l'administration avait déclenché l'affaire. Il n'y a donc eu aucun donnant-donnant imposé à Kiev par l'ex-homme d'affaires new-yorkais, considèrent-ils. Pat Cipollone, avocat de la Maison-Blanche, dirigera l'équipe de défense, a annoncé vendredi la présidence. Il sera secondé par Jay Sekulow, avocat personnel de Donald Trump. Mais le camp présidentiel a également annoncé l'arrivée dans cette équipe de l'ex-procureur Kenneth Starr, acteur central de

l'affaire Lewinsky et du procès en destitution de l'ancien président Bill Clinton, et du constitutionnaliste Alan Dershowitz, qui fut l'un des avocats d'O.J. Simpson. Dans le même temps, les démocrates de la Chambre des représentants ont eux aussi soumis samedi au Sénat leur argumentaire avant l'ouverture mardi des débats au procès du président américain. Ils y reprennent les principaux éléments de l'acte d'accusation qu'ils ont voté à la fin de l'année dernière. Et ils estiment que la conduite de Donald Trump aurait été «le pire cauchemar» des concepteurs de la Constitution américaine. Ils y appellent le Sénat à «éliminer la menace que le président fait peser pour la Sécurité nationale de l'Amérique». «Le dossier contre le président des États-Unis est simple, les faits sont incontestables, et les preuves écrasantes», écrivent les élus démocrates qui mèneront l'accusation devant le Sénat contre Donald Trump. Le procès contre Donald Trump s'est formellement ouvert jeudi avec la prestation de serment des sénateurs qui ont juré d'être impartiaux. Il entrera dans le vif du sujet mardi, avec une première confrontation des arguments.

La créativité à l'honneur

L'exposition «Un rêve... trois regards» se décline à Alger

■ Les plasticiens Mourad Abdellaoui, Djamel Talbi et Mohamed Chafa Ouzzani exposent depuis samedi leurs œuvres au siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah, à Alger. Cette exposition intitulée «Un rêve... trois regards» se veut un espace de partage de points de vue différents sur un seul thème : le rêve. Chacun à sa manière et avec une technique différente a exprimé un regard avec beaucoup de créativité et de couleurs.

Par Abla Selles

Une exposition collective d'œuvres contemporaines sur le thème de la création, abordée dans un style abstrait, a été inaugurée, samedi à Alger, par les plasticiens Mourad Abdellaoui, Djamel Talbi et Mohamed Chafa Ouzzani.

Organisée par la Fondation culturelle Ahmed et Rabah-Asselah, l'exposition intitulée «Un rêve... trois regards» dénote d'un travail de recherche sur le plan des couleurs et sur la création comme un acte libérateur qui bouscule les certitudes et permet le rêve.

Mourad Abdellaoui propose une collection traitant de l'évasion et mettant en avant le processus de création, en évolution d'une toile à une autre.

L'artiste démarre son travail par un aplat évoquant la plénitude et qui porte à chaque fois une

touche contemporaine, comme un relief de peinture en forme de trou béant ou un collage de grillage avec des formes géométriques volontairement imparfaites.

L'artiste a porté son choix sur une palette très sombre évoluant vers des tons plus clairs, mais toujours froids, dans une stratification évolutive.

Pour sa part, Djamel Talbi propose de petits formats lumineux célébrant le trait abstrait qui questionne l'espace, le temps et le symbole, par une superposition de formes et de couleurs en aquarelle sans domination particulière.

Avec une palette plus chaude et une orientation plus franche vers la géométrie, Mohamed Chafa Ouzzani propose des toiles fidèles à son style et à son univers qui se rapproche de l'architecture et l'archi-peinture.

Dans un style abstrait, il traite de la libération, de la liberté de



l'esprit et de l'imaginaire, exploitant, dans une petite série de tableaux, la géométrie de manière décalée pour évoquer des concepts et non des maquettes d'architecte proprement dites. Si

l'artiste joue volontairement avec la rigueur de la géométrie, il enrichit aussi cette collection de collages de symboles comme la main de Fatma et de traits au crayon blanc. L'exposition «Un

rêve... trois regards» est visible au siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah jusqu'au 18 février prochain.

A. S.

Salon du livre à Tizi-Ouzou

Une trentaine d'éditeurs au rendez-vous

Une trentaine de maisons d'édition et une soixantaine d'auteurs prennent part à la 12^e édition du Salon Djurdjira du livre

AGEND'ART

Cinéma-théâtre d'Alger
Jusqu'au 20 janvier :

Cycle filmique en hommage à Magda Al Sabahi.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

Du 20 au 24 janvier à partir de 19h :

Spectacle «La Belle au bois dormant» par le Ballet de Saint-Petersbourg (Russie). Prix des billets : 2 000 DA/3 000 DA, en vente depuis mardi 14 janvier au guichet de l'Opéra, de 10h à 17h.

Salle Ibn Zeydoun à 19h
30 janvier :

L'Institut Cervantes d'Alger, en collaboration avec le ministère algérien de la Culture, organise un concert de rock flamenco avec l'artiste espagnol Nestor. Le prix du ticket d'entrée est fixé à 600 DA

Salle El-Fikr Wa Al Adeb (Biskra)

Les 22 et 23 janvier : Sous le patronage de M^{me} la ministre de la Culture, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) organise, en collaboration avec la direction de la culture de la wilaya de Biskra et l'association nationale de la littérature populaire, un séminaire national sur «L'impact de la poésie populaire sur l'écriture de l'histoire».

«Tizi n udlis» (Tizi du livre), qui s'est ouverte samedi à Tizi-Ouzou, à travers les différents établissements culturels de la wilaya. Cinq centres de recherche prendront part, également, à cette manifestation qui s'étalera sur trois jours et dont la cérémonie d'ouverture s'est déroulée à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, en présence des autorités locales et de nombreux invités.

Une participation qui manifeste, a souligné à l'occasion Goumeziene Nabila, directrice locale de la culture, «la vitalité du monde de l'édition qui fait ce qu'il faut dans un monde toujours

plus numérisé», appelant à «soutenir davantage la vitalité de tous les acteurs qui favorisent les échanges entre les littératures».

Et c'est pour permettre ces échanges, a ajouté M^{me} Goumeziene, que cette édition est «rehaussée par la présence de la créativité culturelle et historique de la wilaya de Laghouat, connue pour son histoire profonde, sa poésie populaire portée par plusieurs hommes de lettres», citant, entre autres, Abdellah Kerriou, grand poète du Sud algérien.

Une occasion pour le lecteur local de découvrir, a-t-elle souligné, «la richesse patrimoniale de

cette wilaya connue pour sa résistance durant la glorieuse révolution, dont le nom signifie «Ville entourée de jardins» est indissociable de celui du résistant Benacer Benchohra».

La cérémonie d'ouverture a été, d'ailleurs, marquée par une visite guidée du stand de cette wilaya «le livre des oasis aux montagnes du Djurdjira», ainsi que celle d'une exposition rétrospective des 11 précédentes éditions du festival et d'une autre sur la vie et l'œuvre du moudjahid Djoudi Attoumi et le lancement d'une fresque dédiée à cette 12^e édition,

Pareilles initiatives «sont un

geste d'importance envers l'Histoire de notre pays et l'écriture qui représente un vecteur de transmission pour les jeunes générations», a, pour sa part, estimé M. Attoumi à qui est dédiée cette édition, présent à cette cérémonie.

Plusieurs activités sont au programme de ce salon, dont la projection d'un documentaire sur le parcours de l'ancien officier de l'ALN de la Wilaya III, Djoudi Attoumi, et des témoignages d'amis et compagnons de lutte au niveau du petit théâtre de la maison de la culture Mouloud-Mammeri.

F. H.

L'exposition «Sur la route de Sefar, la ville énigme de l'histoire»

Des photographies d'art présentées au public

«Sur la route de Sefar, la ville énigme de l'histoire», une exposition de photographies-documentaire de Omar Dib, a été inaugurée samedi à Alger, avec la mise en valeur de l'univers minéral de ce site, situé dans le Parc du Tassili N'Ajjer.

Visible jusqu'au 15 février dans le hall de l'Hôtel Sofitel, l'exposition présente vingt et une photographies sans titre, en couleurs et aux différents formats, (90cm x 60cm) et (150cm x 100cm), mises en toile par l'artiste, offrant au regard du visiteur l'étendue de ce site «somp-tueux», classé en 1988 «Patrimoine mondial de l'humanité». Caractérisé, selon l'artiste, par la «pureté de ses atmo-

sphères» et l'«absence de poussière lumineuse», le site de Sefar est présenté dans une série de prises de vues reproduisant l'état naturel du site, sans retouche aucune, s'étalant dans le profond silence des lieux, à travers une importante zone aux reliefs rocaillieux qui forment un grand labyrinthe aux multiples sentiers étroits.

Ordonnant son rendu en deux parties, Omar Dib a choisi de mettre en valeur dans un premier volet intitulé «Sefar noire», la splendeur de ce site au crépuscule, à travers une dizaine de toiles présentées à différents angles de vue, avec parfois la clarté des étoiles scintillantes de la nuit, pour voir s'enchaîner

dans le même élan de beauté, «Sefar blanche», une série d'autant de toiles, restituant les reflets et les ombres des reliefs sous le soleil écrasant du jour.

Suggérant les «prémices d'une ville antérieure», des photographies fixent le regard du visiteur et suspendent le temps aux portes et au cœur de Sefar, alors que d'autres se focalisent sur l'entrée de «Tamrit» et «Ihrir» ou invitent à visiter les alentours de ce site «magique».

Un avant-goût sur l'exposition, préparée depuis 2015, est proposée par l'artiste à travers la projection en boucle d'un court documentaire qui revient, à travers des prises de vues en hauteur, sur la splendeur et la beau-

té du site, appuyé d'une fresque de 230cm x 90cm, rassemblant quelques peintures rupestres, montrant, entre autres, des mouflons, la représentation d'une divinité, ou racontant une scène de chasse, une autre de dressage de dromadaire, ou encore la naissance d'un bébé.

Né en 1990, Omar Dib est un photographe autodidacte, passionné de paysages et de sites d'Algérie dans leur beauté plurielle. Sillonant et scrutant avec un regard de grand amoureux ces lieux autochtones et leurs «somp-tueux décors naturels», il entend dédier son œuvre à «la protection du patrimoine algérien et à la sauvegarde de son histoire».

M. K.



Coupe d'Algérie (16^{ème} de finale)
**L'ASAM sort le CRB Adrar
aux tirs au but**

L'AS Ain M'Ilila (Ligue 1) s'est qualifiée difficilement aux huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie de football après sa victoire devant le CRB Adrar (Inter-régions) aux tirs au but 4-3 (1-1 après les temps réglementaire et les prolongations), samedi à Adrar pour le compte de la mise à jour des 16^{èmes} de finale de l'épreuve. La formation du CRB Adrar (Inter-régions/Sud-ouest) a tenu tête à l'équipe de Ain M'Ilila, avant de s'incliner dans la série fatidique des tirs au but. Ces 16^{èmes} de finale restent encore tronqués de trois rencontres :

WA Boufarik (Ama.) - MC Alger (L1) fixée au dimanche 26 janvier ainsi que ASM Oran (L2) - USM Alger (L1) et Paradou AC (L1) - MCB El Bayadh (IR) qui se joueront le jeudi 13 février prochain. Lors de la première partie des 16^{èmes} de finale, la logique avait été plutôt respectée avec la qualification des favoris, dont le tenant du trophée le CR Belouizdad, en déplacement chez l'Olympique Médéa (1-0). Quatre clubs de l'élite sont passés à la trappe : le NC Magra, le NA Hussein-Dey, la JS Kabylie et la JS Saoura.

17^{ème} édition du Championnat National de vovinam viet vo dao
L'ASSN décroche le sacre

L'ASSOCIATION Sportive de la Sûreté Nationale (ASSN) a outrageusement dominé la 17^{ème} édition du Championnat National de Vovinam viet vo dao, dont les finales ont été disputées samedi après-midi à la salle Harcha-Hacène d'Alger, terminant largement devant le Wydad Riadhi des Eucalyptus (2^e), au moment où l'AS Protection Civile a complété le podium. Boostée par une armada d'athlètes d'élite, dont plusieurs champions continentaux et mondiaux, l'ASSN a raflé neuf médailles d'or et quatre bronze, terminant ainsi largement devant le Wydad Riadhi des Eucalyptus (3 or, 6 argent et 1 bronze), au moment où le troisième, l'AS Protection Civile s'est contentée de trois or et une bronze. «Certains athlètes d'élites étaient absents lors de cette 17^{ème} édition du championnat national, car souffrant de blessures, dont certaines ont été contractées pendant les derniers championnats du monde au Kambodge. Ce qui est un peu dommage, car leur présence aurait sûrement réhaussé un peu plus le niveau de la compétition», a commencé par regretter le président de la Fédération algérien-

ne de Vovinam viet vo dao, Mohamed Djouadi. «Cela dit, à quelque chose malheur est bon comme on dit. L'absence de certains athlètes d'élite a permis à nouveaux jeunes talents d'émerger», a-t-il ajouté, en se disant satisfait du «rendement global de cette année a été meilleur que celui de l'an dernier. Ce qui fait énormément plaisir, car cela prouve que la discipline avance dans le bon sens et que les efforts consentis pour la développer n'ont pas été vains». Au total, 248 athlètes (193 messieurs et 55 dames), représentant 66 clubs, issus de 17 wilayas, ont animé cette phase finale du championnat national de Vovinam viet vo dao, dont les éliminatoires s'étaient déroulés du 2 au 4 janvier courant, à la salle omnisports Derki Alia, dans la wilaya d'El Oued.

JS Kabylie
Mellal nomme Chay entraîneur

■ Le président Chérif Mellal a finalement opté pour son conseiller, le Français Jean-Yves Chay, qu'il a nommé entraîneur en chef après la résiliation du contrat avec son compatriote Hubert Velud, suite à l'échec consommé face à l'USM Alger lors d'un match retard à Bologhine sur le score d'un but à zéro.



Les Kabyles dos au mur

Par Mahfoud M.

I faut dire que le patron des Canaris n'avait pas vraiment le temps pour chercher un nouvel entraîneur, surtout que ce dernier devait apprendre à connaître le groupe et prendre ses repères, alors que Chay est là depuis le début de la saison et connaît très bien la maison, lui qui a déjà décroché un trophée africain (La Coupe de la CAF) par le passé avec le club kabyle. Chay terminera donc la saison à la tête de la barre technique et sera aidé par l'enfant du club et technicien kabyle, Mourad Karouf, à la JSK depuis la saison passée. Le duo aura pour mission de relancer la machine, mais surtout de remobiliser le groupe, après que l'installation du doute chez les joueurs qui vivent une

très grosse pression. Ils devront se donner à fond pour tenter de remonter la pente et essayer d'améliorer les choses à la phase retour qui s'annonce difficile.

Victoire impérative face au MCO

Par ailleurs, la formation kabyle s'apprête à disputer aujourd'hui, au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou et à huis clos, le dernier match en retard face au MC Oran, une rencontre d'une très grande importance pour les Canaris qui n'ont pas droit à l'erreur encore une fois. En effet, les coéquipiers de Bencherifa sont appelés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour prendre le dessus sur les Hamraoua dans leur fief pour éviter une autre déconvenue. Les gars de la ville des

Genêts savent ce qui les attend et sont conscients du fait que le match sera difficile, d'autant plus que l'adversaire a un besoin pressant de points aussi. Les Kabyles, après la défaite face aux Rouge et Noir de l'USMA, sont appelés à prendre les trois points du succès lors de ce match pour se refaire une santé et se relancer. Néanmoins, ils doivent faire très attention à cette équipe du MCO qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et qu'il faudra tout son possible pour s'en sortir avec un résultat probant. Les poulains de Mecheri sont habitués à réaliser des résultats positifs hors de leurs bases et souhaitent donc refaire le coup à Tizi, même si ce ne sera pas pour autant facile.

M. M.

Cyclisme /Championnats d'Afrique sur piste (3^e journée)
L'EN a décroché cinq nouvelles médailles



Madison. La moisson algérienne a été bonifiée par les deux breloques en bronze de Hamza Amari et Nesrine Houili, respectivement dans la course aux points (juniors/garçons) et le sprint (juniors/filles).

Ainsi, après trois journées de compétition, le total de la sélection algérienne s'élève à onze médailles : 2 or, 5 argent et 4 bronze. L'Algérie a engagé un total de huit athlètes dans cette compétition : sept messieurs et une dame. Douze pays sont engagés dans cette 6^{ème} édition des Championnats d'Afrique sur piste, à savoir : Algérie, Egypte (Organisateur), Libye, Maroc, Seychelles, Kenya, Burundi, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Soudan, Afrique du Sud et Nigeria.

LA SÉLECTION algérienne (messieurs/dames) de cyclisme a remporté cinq médailles (3 argent et 2 bronze) lors de la troisième journée des Championnats d'Afrique sur piste, disputée samedi dans la capitale égyptienne, Le Caire. Les médailles d'argent ont été l'œuvre de Yacine Chalel, dans la course par points (seniors/messieurs), Nesrine Houili dans la course par points (juniors/filles) et le tandem Lotfi Tchambaz - El Kassib Sassane dans la

Stade de 40 000 places d'Oran

L'infrastructure sera prête en juin 2020

Le stade de football de 40 000 places d'Oran sera réceptionné «au plus tard en juin prochain», a-t-on appris hier en marge de la visite du wali aux chantiers de cette infrastructure sportive. Les travaux de réalisation du stade sont à leur dernière phase avec un taux d'avancement du chantier qui a atteint les 90%, a précisé le chef de l'exécution d'Oran, Abdelkader Djellaoui, assurant que le stade sera livré «au plus tard en juin prochain». Il s'est, en outre, félicité de la «levée de plusieurs contraintes, aussi bien sur le plan financier que technique, qui entravaient la bonne marche des travaux il y a de cela trois mois». S'agissant de la réalisation de la pelouse en gazon naturel de cet équipement, plusieurs étapes dans cette opération ont été parcourues, avant de passer à la dernière qui consiste en la semaille de l'herbe. Le responsable de «Végétal Design», l'entreprise

chargée de la réalisation de la pelouse en gazon naturel, en l'occurrence Farid Bousaad, s'est engagé, pour sa part, à livrer le lot en question fin mars prochain. Il a indiqué, à ce propos, que des «techniques très modernes sont utilisées pour réaliser une pelouse de très bonne qualité», ajoutant que le stade bénéficiera aussi d'une piste d'athlétisme de dix couloirs très moderne en gomme de qualité, similaire à celle des grands stades européens à l'image de ceux de Zurich (Suisse), Monaco (France) et Berlin (Allemagne). L'entreprise en question, qui est en train de réaliser aussi une gazonnière pour les besoins futurs de la pelouse du stade sur une surface de 1 hectare, se chargera également de l'entretien de la pelouse pour une durée d'une année, suivant les termes du contrat signé avec l'entreprise chinoise réalisatrice du projet du stade relevant du

complexe sportif de Bir El Djir (Ouest d'Oran), a-t-on précisé de même source. Concernant les structures complémentaires dudit complexe, les travaux ont atteint un taux physique de 35 % au niveau de la salle omnisports (6 000 places) et le centre nautique (2 400 places) composé de deux piscines olympiques couvertes avec des bassins Inox, et une troisième semi-olympique non couvertes. La livraison de ces deux équipements est prévue pour fin juin 2020, selon les engagements de la société réalisatrice, au même titre aussi que le stade d'athlétisme de 4 000 places où il reste à semer l'herbe de son terrain et la pose de sa piste d'athlétisme, deux opérations confiées également «Végétal Design». Cette grande infrastructure sportive sera le principal théâtre de la 19^{ème} édition des Jeux méditerranéens qu'abritera Oran du 25 juin au 5 juillet 2021, rappelle-t-on.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Vivace, performant, offrant des soins de vêtements efficaces

LG Electronics Algérie dévoile son nouveau lave-linge

«NOTRE nouveau chargeur frontal avec AI DD révolutionnaire offre un lavage personnalisé qui améliore les résultats de lessive et l'expérience utilisateur». C'est ce qu'a déclaré avant-hier soir



par LG – l'AI DD permet des schémas de lavage finement ajustés, détectant automatiquement le poids du linge et évaluant avec précision la douceur du tissu. C e l a

Mustapha Mohamedi, responsable Relations publiques de LG Electronics Algérie, lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion du lancement à Alger de «Vivace», le dernier lave-linge innovant de LG Electronics Algérie. LG Electronics Algérie, filiale de LG, a lancé avant-hier, depuis la salle Magnolia, hôtel Sofitel-Alger, sa dernière machine à laver à chargement frontal, conçue pour produire de meilleurs résultats de lessive. Cette nouvelle machine à laver, poursuivra-t-il, «grâce à un apprentissage approfondi pour garantir un entretien doux des tissus et de meilleures performances», «facilite la vie des consommateurs et met en valeur notre leadership dans l'industrie».

Et pour cause, dotée des technologies Deep Learning et TurboWash 360 amélioré qui optimisent l'efficacité du lavage, la nouvelle machine à laver de LG Vivace minimise les dommages aux vêtements. En outre, conçu avec le système SmartThinQ, technologie qui permet d'interagir avec le lave-linge intelligent et de l'activer à distance, «Vivave» de LG est décliné en trois modèles à des très prix très compétitifs. Le premier modèle 10.5kg / 7 kg / Black Steel/Turbo Wash 360 à chargement frontal coûte 93 900 DA. Le deuxième, à savoir Modèle 10.5 kg / Black Steel/Turbo Wash 360 à chargement frontal aussi est cédé à 80 900 DA. Enfin, le Modèle 10.5 kg/VCM quant à lui est vendu à 76 900 DA. Avec un temps de lavage optimal, «Vivace» de LG élimine 99,9% des allergènes avec réduction de 40% de consommation énergétique. Fabriqué avec un moteur DD amélioré, le nouvel appareil élargit la définition de «grandes performances de lavage» pour inclure un entretien supérieur des tissus. Grâce à l'apprentissage en profondeur – qui s'appuie sur une grande quantité de données collectées

garanti des résultats exceptionnels à chaque fois et réduit la survenue de dommages aux tissus de 18%, prolongeant ainsi la durée de vie des vêtements préférés. En outre, propulsé par le nouvel entraînement direct de l'intelligence artificielle (DD) de la société avec apprentissage approfondi, le «Vivace» de LG Algérie fournit des soins minutieux mais doux, déterminant les caractéristiques et le volume de chaque charge pour minimiser les dommages au tissu. En effet, avec un TurboWash 360 amélioré, le chargeur frontal avancé de «Vivace», en plus de nettoyer les vêtements et termine les cycles moins, offre la commodité du lavage rapide, qui ne prend que 39 minutes pour terminer, soit 34% plus rapide que l'option TurboWash conventionnelle. Ainsi, grâce à ses jets d'eau, la machine à laver TurboWash 360 AI DD (Artificial Intelligence Direct Drive) pulvérise les détergents à lessive dans quatre directions différentes pour obtenir des vêtements nettoyés. Steam + (Steam Plus) complète cette solution de blanchisserie complète, neutralisant 99,9% des allergènes grâce à un cycle de stérilisation spéciale et supprimant 30% des plis gênants via Wrinkle Care. Par ailleurs, le nouveau chargeur frontal illustre également l'engagement de LG à créer des fonctionnalités pratiques et conviviales. Durable et fiable, la nouvelle laveuse possède une cote énergétique de A+++ - 50% et est livrée avec une garantie de 10 ans. Améliorant la commodité, l'application SmartThinQ™ permet aux utilisateurs de contrôler et de surveiller à distance le lave-linge depuis leur smartphone. De plus, le nouveau chargeur frontal peut être transformé en TWINWash™ en plaçant LG MiniWash directement en dessous, permettant à l'utilisateur de laver deux charges en même temps. Lynda Naili

Crise économique: C'est le début des soldes



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Pour réclamer le raccordement au gaz de ville à Draâ El Gaïd/ Béjaïa

Des villageois de Snadla ferment une station d'eau potable

■ Les habitants du village Snadla, ont fermé, depuis plus d'une semaine, la station de distribution d'eau potable d'Ighil Emad à Draâ El-Gaïd Ighil-Amda.

Par Hocine C.

Cette station approvisionne environ 13 villages voisins relevant de la wilaya de Sétif en eau potable. Les mécontents réclament la concrétisation des engagements pris, antérieurement, par les autorités de wilaya et les autorités locales sur le ter-

rain, en ce qui concerne un projet de raccordement du village au gaz naturel. Les villageois continuent de maintenir leur action de protestation qui prive plusieurs milliers de foyers (12 000 âmes) en eau potable en dépit des assurances faites par le maire sur le maintien de l'inscription du projet en faveur des habitants de ce village situé

à plus de 1 000 m d'altitude puisque une étude est en cours au niveau du village Dradra. Pour se chauffer en hiver, les habitants doivent faire un déplacement de plus de 2 km pour s'approvisionner en gaz butane quand cette dernière est disponible si les routes sont dégagées ou ne sont pas couvertes par la neige. H. C.

Hadj 2020-2021

Les délais d'inscription pour le tirage au sort prolongés au 1^{er} février

Les délais d'inscription pour le tirage au sort des saisons du hadj 2020-2021 ont été prolongés de quinze jours, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. «Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire porte à la connaissance des

citoyennes et citoyens désirant participer au tirage au sort des saisons du hadj 2020-2021 que les délais des inscriptions ont été prolongés de quinze jours, et ce, jusqu'au samedi 1^{er} février prochain au lieu du samedi 18 janvier 2020, pour accorder une plus grande chance d'inscription», lit-on dans le communiqué. Il a été décidé de «reporter le tirage au sort pour les saisons

2020 et 2021 jusqu'au samedi 8 février 2020 au lieu du samedi 25 janvier prochain», selon la même source. Le ministère invite les citoyens concernés à «parachever l'opération d'inscription et à procéder à la préparation de leurs passeports», rappelant que le tirage au sort sera effectué pour les années 2020 et 2021 en même temps, conclut le communiqué. May T.

Tizi-Ouzou

Les travailleurs de l'ADE reprennent le travail

Les travailleurs de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Tizi-Ouzou ont cessé dimanche leur mouvement social qui a duré près de trois mois et repris leur travail, tout en maintenant une journée de grève hebdomadaire, a-t-on appris du conseil syndical de cette entreprise. La décision a été prise jeudi dernier lors d'une assemblée générale des travailleurs pour évaluation du pro-

tole d'accord signé en décembre dernier entre le ministère des Ressources en eau et les différentes directions du secteur et la fédération de l'hydraulique et des forêts. L'accord, qui entrera en vigueur en juin prochain avec un effet rétroactif à partir de ce mois en cours, prévoit, selon Salem Kabi, membre du conseil syndical «plusieurs augmentations réclamées par les travailleurs, à l'exemple du salai-

re de base et certaines primes, dont le panier et celle de la femme au foyer.» S'agissant du maintien d'une journée de grève cyclique chaque mardi, M. Kabi a souligné que celle-ci sera «suspendue dès qu'une date précise pour l'application de cet accord sera fixée.» Les travailleurs de l'ADE réclamaient, pour rappel, «la révision de la grille des salaires et la revalorisation du salaire de base.» M. O.